



حزب التقدم و الاشتراكية
ᵐᵏᵉᵐᵐ | ᵐᵏᵉᵐᵐ ᵐ ᵐᵏᵉᵐᵐ
Parti du Progrès et du Socialisme



Présentation du mémorandum du PPS: le nouveau modèle de développement

Rabat le, 25/03/2019



AXES DE L'EXPOSÉ

I- **Référentiels et orientations de l'élaboration du mémorandum**

- 1- Les référentiels
- 2- Les orientations

II- **Essoufflement du modèle de développement actuel et le besoin d'un modèle de développement alternatif**

- 1- Pourquoi le besoin pressant d'un modèle de développement alternatif ?
- 2- Bienfaits du modèle de développement actuel
- 3- Manifestations des limites du modèle de développement actuel
- 4- Conséquences de l'essoufflement du modèle de développement actuel
- 5- Singularité du concept du modèle de développement

- 6- Questions auxquelles le modèle de développement alternatif doit répondre

III- **Piliers fondamentaux du modèle de développement proposé par le PPS**

Observations et considérations fondamentales

- 1- Premier levier : placer l'homme au cœur de l'œuvre de développement
- 2- Deuxième levier : une croissance économique rapide et soutenue
- 3- Troisième levier : amélioration de la gouvernance et création d'un climat propice à l'emploi et aux affaires
- 4- Quatrième levier : la dimension valeur, culturelle et sociétale
- 5- Cinquième levier : la démocratie pour le portage du modèle de développement.



I- Référentiels et orientations de l'élaboration du mémorandum

1- Les référentiels

La Constitution. Les productions du parti. L'approche participative

- Dispositions de la Constitution de 2011;
- Référentiel progressiste et socialiste du parti;
- Accumulation de la production intellectuelle et du capital politique du parti;
- Documents du dixième congrès national (11, 12, 13 mai 2018) ;
- Conclusions de l'Université annuelle, organisée par le parti autour du modèle de développement (13 octobre 2018) ;
- Recommandations des forums de débats thématiques qui ont duré pendant deux mois
 - ✓ l'égalité, levier d'un modèle de développement équitable et durable (24 décembre 2018 à Rabat)
 - ✓ l'économie sociale et solidaire (15 décembre 2018 à Meknès)
 - ✓ La politique d'industrialisation au Maroc : bilan et perspectives (13 décembre 2018 à Casablanca)



- ✓ réforme du système d'éducation et de formation : perspectives et défis (30 novembre 2018 à Rabat)
- ✓ quelle politique agricole pour une croissance économique inclusive (10 novembre 2018 à Agadir)
- ✓ la dimension sociale du modèle de développement (8 novembre 2018 à Marrakech).



2- Les orientations

Une étape historique qui requiert la fusion créative entre trois orientations fondamentales

- ✓ valorisation des accumulations civilisationnelles et du patrimoine historique;
- ✓ aspiration de la société et de ses forces agissantes à atteindre un horizon national moderniste, démocratique et équitable;
- ✓ l'implication collective et forte dans la construction du pays sur des bases nouvelles qui rétablissent le sentiment de confiance, d'appartenance, de dignité, de sécurité et d'équité.

Le modèle de développement alternatif requiert l'initiation de ruptures audacieuses avec les méthodes et les approches qui réduisent le développement à ses dimensions économique et sociale, un modèle acquis résolument à l'initiation d'une réforme politique et institutionnelle profonde.



II- Essoufflement du modèle de développement actuel et le besoin d'un modèle de développement alternatif

1- Pourquoi le besoin pressant d'un modèle de développement alternatif ?

- Limite de l'impact positif du développement sur toutes les couches et les régions;
- Persistance des grandes disparités entre les régions et les classes ;
- Montée et multiplication des expressions sociales;
- Développement profond de la structure démographique;
- Phénomène de l'urbanisation et ses effets;
- Essoufflement du modèle de développement actuel;
- Les nouvelles dispositions constitutionnelles au niveau des institutions et des droits de l'homme...



2- Bienfaits politiques et sociaux du modèle de développement actuel et au niveau des droits de l'homme et des valeurs

LES ACQUIS POLITIQUES ET EN MATIERE DE DROITS HUMAINS

- Développement de l'édifice démocratique et institutionnel;
- Adoption de la Constitution de 2011: constitution des droits, constitution avancée;
- Processus de l'équité et de la réconciliation et ses résultats;
- Code de la famille;
- Les lois consacrant les droits de l'homme et appuyant les libertés;
- Soutien des partis politiques et évolution de leur place dans le texte constitutionnel;
- Périodicité des élections et leur régularité;
- Adoption de l'organisation territoriale décentralisée fondée sur la décentralisation et la régionalisation avancée....



LES ACQUIS SOCIAUX

- Elévation relative du niveau de vie global des citoyennes et citoyens;
- La quasi- généralisation de l'enseignement;
- Initiation de la généralisation de la couverture médicale et sociale;
- Adoption de l'Initiative nationale pour le développement humain;
- Amélioration du rendement global de l'enseignement, de la santé, de l'habitat...

LES ACQUIS ECONOMIQUE

- Valorisation des capacités économiques et productives nationales;
- Centralité et montée du rôle de l'investissement public;
- Construction d'importantes infrastructures;
- Adoption de stratégies sectorielles dans des domaines économiques divers;
- Maitrise des équilibres financiers;



- Augmentation relative des taux de croissance, en particulier au cours de la dernière décennie;
- Le progrès numérique.

LES ACQUIS EN TERME DE VALEURS

- Consécration de l'ouverture civilisationnelle et culturelle sur l'espace universel;
- La reconnaissance de l'amazighité comme langue et culture;
- Approche d'encadrement du champ religieux dans le sens de davantage de modération, d'ouverture et de coexistence;
- Adhésion du Maroc à de nombreuses conventions internationales à dimensions moderniste et universelle.

3- Manifestations des limites du modèle de développement actuel

- Hésitation dans la mise en œuvre de la constitution;



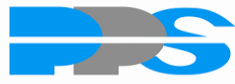
- Gaspillage et affaiblissement des capacités et des intermédiations institutionnelles pour contenir les expressions sociales;
- Une économie nationale souffrant d'une croissance fébrile liée au facteur climatique et aux fluctuations extérieures;
- Faible profit lié à l'ouverture de l'économie nationale;
- Taux modeste de croissance d'une moyenne de moins de 3% au cours des dernières années;
- Incapacité d'absorption des flux croissants des demandeurs d'emploi (200000 annuellement);
- Centralisation de la richesse entre les mains d'une minorité de la société et sa circulation dans des espaces territoriaux limités;
- Centralisation et concentration excessives de l'Etat;
- Alimentation par des politiques publiques d'un système rentier sous diverses formes;
- Incapacité des politiques publiques diverses de produire des services publics performants et de qualité;



- Exclusion de couches et de régions de l'intégration dans le processus de production et du bénéfice de la répartition équitable des richesses;
- Faiblesse de la gouvernance et de la convergence des politiques publiques et difficultés de leur financement;
- Faiblesse de leur capacité d'intégration de l'activité économique informelle;
- Des services de l'administration marqués par la lourdeur, la rigidité et le peu de performance;
- La gestion territoriale défailante (double décision territoriale entre la déconcentration et la régionalisation et entre les instances élues et les autorités administratives);
- Climat des affaires marqué par la faible transparence, la domination de la concurrence déloyale, la prolifération de la corruption, du clientélisme et de la rente et la faible confiance dans le système judiciaire;
- Faible mise en œuvre des approches de la planification et de l'évaluation....

4 - Résultats de la limite du modèle de développement actuel

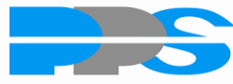
- Séparation de la croissance économique du développement social;



- Recul des indicateurs du développement humain (rapports nationaux et internationaux);
- Quasi-dédoublement entre les défis et les offres de l'Etat, les revendications et les attentes de la société;
- Inquiétude sociétale, angoisse dans différents milieux, expressions sociales diverses;
- Incapacité du champ public et de ses composantes institutionnelles, politiques et partisans de remplir les tâches de la médiation, de produire les solutions et de les exécuter;
- L'incapacité de générer une offre politique convaincante, qui encadre et mobilise...

5- Caractéristiques du concept du modèle de développement

- Le modèle de développement ne signifie pas le programme sociétal;
- Il ne peut pas être réduit à un programme de développement ou à des programmes gouvernementaux par des mesures déterminées;
- Le développement, un concept plus large que la croissance, qui dépasse l'augmentation de la richesse pour englober les méthodes de sa répartition;



- Le modèle de développement ne signifie pas les seules mesures économiques et sociales;
- Il est basé sur des approches et de grandes réformes structurelles portant sur la chose économique, sociale, politique, les droits humains, l'écologie, les valeurs et les institutions;
- Le modèle de développement requiert la mobilisation sociétale pour provoquer des changements structurels;
- Nécessité de s'appuyer sur les atouts, les aptitudes et les spécificités de la société dans leur volet matériel et immatériel.

Le modèle de développement est une vision référentielle des choix, des réformes, des orientations et des grandes ruptures à initier pour la construction de politiques publiques avec des méthodes et des approches nouvelles dans le cadre de notre projet sociétal existant, mais de manière qui transcende les temps, les programmes, les dispositions gouvernementales et les mesures sectorielles.



6- Les questions auxquelles le modèle de développement doit répondre

- Quelle place de la démocratie et de l'acteur politique dans l'édification du processus de développement?
- Quelle position du citoyen dans la construction du développement et le bénéfice de ses fruits?
- Quelles sont les objectifs profonds de l'œuvre économique?
- Quelle est le rôle de chaque acteur parmi les différents acteurs?
- Quelles sont les nouvelles priorités économiques?
- Quelles sont les formes et les instruments sur lesquels la gouvernance doit s'appuyer?



- Comment tirer profit des retombées positives de la mondialisation et éviter ses aspects négatifs?...

II- les piliers fondamentaux du modèle de développement proposé par le PPS

Considérations essentielles

- Nécessité de l'appropriation d'une vision globale du processus de développement;
- Accorder à la question démocratique, institutionnelle et des droits de l'homme l'intérêt fondamental requis;
- Ne pas omettre la dimension internationale et régionale, maghrébine, méditerranéenne et africaine;



- Prendre en considération les évolutions mondiales, la révolution numérique, les changements climatiques, les approches protectionnistes, les guerres commerciales et les aspects écologique, culturel et des valeurs;
- Le besoin de réévaluation des accords de libre-échange;
- La nécessité de la gestion intégrée des questions de la migration, de la sécurité et du terrorisme;
- Nécessité de la réévaluation des plans et stratégies sectoriels;
- Veiller au renforcement du rôle axial des partenariats africains et à l'évaluation des opportunités de développement dans le continent.

1- Premier levier : placement de l'homme au cœur de l'œuvre de développement

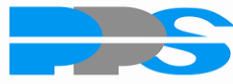
- L'investissement dans l'économie du savoir et dans l'éducation et la formation et l'éradication de l'analphabétisme et l'illettrisme;
- Réalisation de la plateforme de la couverture sociale universelle, telle qu'internationalement reconnue;
- Accorder un intérêt particulier aux couches à besoins spécifiques et aux personnes âgées, éradiquer toutes les formes de marginalisation et de précarité;



- Déployer davantage d'efforts publics pour lutter contre les disparités sociales et spatiales et promouvoir les zones éloignées et montagnardes;
- Renforcer les capacités du ciblage social et spatial des politiques publiques sociales;
- Assurer l'effet social équitable des politiques publiques à travers le développement des services de la déconcentration administrative tout en les transformant en un interlocuteur effectif et un partenaire de confiance des unités territoriales fondées sur la proximité à l'égard des citoyennes et des citoyens.

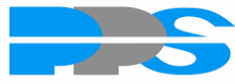
2- Deuxième levier : croissance économique rapide et soutenue

- Renforcement du rôle central de l'Etat dans la construction d'une économie nationale productive et inclusive, compte tenu notamment de la faible maturation du capital national;
- Initiation de ruptures structurelles qui démantèlent le système rentier, qui encadre actuellement la plus grande partie de l'investissement national, ruptures qui jettent les

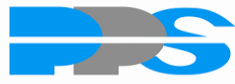


fondements d'un système économique alternatif basé sur la concurrence, l'innovation et l'égalité des chances;

- La révision systématique des systèmes de subvention pour les rendre conformes aux finalités du ciblage social et la rationalisation du système des dérogations pour qu'il obéisse aux critères du mérite et de l'intérêt général;
- Révision du régime des marchés publics pour généraliser l'obligation de s'y conformer pour tous les organismes publics et renforcer la transparence, la concurrence et l'égalité des chances;
- L'adoption d'une politique d'industrialisation véritable visant le changement des structures économiques;
- L'investissement dans la mise à disposition des capacités humaines et technologiques et consécration d'une culture industrielle appropriée fondée sur la transformation des matières premières;
- Adoption d'un développement industriel fondé sur des filières intégrées et liées à des systèmes économiques spécialisés;
- Œuvrer à l'émergence de champions industriels nationaux;



- Réorientation de la politique du secteur bancaire vers le financement en priorité des projets d'investissements industriels à valeur ajoutée et le soutien positif à la diversification économique et sectorielle;
- Mobilisation des possibilités financières nécessaires au profit des petits agriculteurs et des exploitations moyennes et encouragement de la création ou de l'adhésion à des coopératives;
- Encouragement et intensification des opérations de transformation des produits agricoles à travers des unités industrielles en milieu rural;
- Association du plus grand nombre possible des citoyennes et citoyens à l'œuvre de production à travers la détection et l'exploitation de toutes les capacités qu'offre l'économie sociale et solidaire;
- Installer la dimension écologique dans la production tout en s'appuyant sur les opportunités qu'offrent aussi bien l'économie verte que l'économie circulaire et l'économie bleue. Renforcer le recours aux énergies renouvelables et veiller à la protection des richesses naturelles de notre pays;



- Compter de plus en plus sur la mobilisation de nos propres ressources dans le financement de l'économie nationale, créer un établissement public de crédit dédié au financement des petites, moyennes et très petites entreprises;
- Elargissement de l'assiette fiscale, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales outre la mise en œuvre de manière ferme du principe de l'égalité devant les charges publiques;
- L'adoption d'un régime fiscal alternatif fondé sur les principes de la solidarité entre les couches et les classes sociales, de l'équité, de l'égalité, de la motivation et de la transparence;
- Réforme de la fiscalité locale pour en faire un moyen fort et efficace dans l'autofinancement des programmes et plans de développement en ce qui concerne les collectivités territoriales.

3- Troisième levier: amélioration de la gouvernance et création d'un climat propice à l'emploi et aux affaires



- Garantir les impératifs d'un Etat de Droit dans le domaine économique et éradiquer définitivement les différentes manifestations et formes de la prévarication, de la corruption, de la rente et du monopole illicite;
- Lancement d'une réforme administrative fondée sur la généralisation de l'informatisation de l'administration et la corrélation de la motivation des ressources humaines avec la formation, la qualification et le rendement et mise en œuvre courageuse du principe de la décentralisation et de la déconcentration;
- Elaboration d'une profonde réforme de l'organisation territoriale de l'Etat pour mettre fin au double emploi et à la confusion des responsabilités politique et administrative et révision du rapport entre la décentralisation et la déconcentration;
- Accorder une plus grande valeur au principe de la libre gestion, généraliser le scrutin public direct dans l'élection des présidents des collectivités locales, provinciales et régionales et renforcer la complémentarité entre les collectivités territoriales;
- Restructuration de la répartition des ressources publiques à travers l'intégration du critère des vocations territoriales;



- Rompre avec l'approche de contrôle autoritaire qui encadre les découpages administratifs et les morcellements territoriaux pour la remplacer par une approche de développement;
- Elaborer un pacte social qui préserve les droits et devoirs de tous les intervenants dans la production pour la création d'un climat sain et propice au développement de l'investissement et au renforcement de l'attractivité de l'économie nationale et de sa compétitivité;
- Faire preuve de décision dans la mise en œuvre de l'égalité homme-femme, la révision du code de la famille dans le sens de sa compatibilité avec les dispositions constitutionnelles et la criminalisation des images stéréotypées dégradantes au niveau de la dignité et de la place des femmes;
- Le doublement volontariste de l'intégration des femmes dans l'emploi avec l'adoption effective de l'égalité dans les traitements et salaires;
- La mise en œuvre obligatoire de la parité dans l'accès aux postes supérieurs et aux centres de décision publique;



- Intégration obligatoire du genre dans toutes les politiques publiques, dans les programmes et méthodes d'enseignement et dans toutes les politiques du ciblage économique et social;
- Réhabiliter et donner au travail domestique des femmes au foyer la valeur qu'il mérite et traduire cela sur le terrain des transactions matérielles et financières ainsi que dans les comptabilités nationales;
- Révision du cadre juridique de nombreuses institutions de la gouvernance, du contrôle et de la régulation et réévaluation de leur action, leur rendement et leurs méthodes;
- Accélération du rythme de la réforme de la justice et consécration de la dualité du droit et du devoir à tous les niveaux et articulations de l'espace public.

4- Quatrième levier: la dimension valeurs, culture et société

- Généralisation du savoir et de la culture dans les rangs des citoyennes et citoyens tout en faisant bénéficier les jeunes d'une formation fondée sur les valeurs du patriotisme et de la citoyenneté;



- Intégration des facteurs non économiques dans tout ce qui a trait au développement que ce soit au niveau de la planification, de l'exécution ou de l'évaluation;
- Consécration de l'ouverture sur la culture universelle, exploration du monde de la modernité et du savoir en particulier à travers le développement de l'utilisation de la raison et de l'analyse scientifique dans l'appréhension de la réalité;
- Préservation de la diversité culturelle tout en veillant à la bonne gestion de la question amazighe dans le cadre de l'unité d'appartenance et du progrès dans la mise en œuvre de l'aspect officiel de l'amazighité;
- Création des conditions propices à la promotion des rôles des intellectuels dans la production des idées et des valeurs, l'expression libre et l'échange ainsi que dans le portage de la création, de la créativité et du renouveau;
- Allouer un pourcentage du budget d'investissement de l'Etat, des établissements publics, des entreprises publiques et privées et des collectivités territoriales à des œuvres créatives;
- Consécration de la place et des rôles des intellectuels et des créateurs et facilitation de leurs contributions dans la diplomatie académique, culturelle et artistique;



- Rompre avec l'hésitation dans la place privilégiée réservée à la culture, à l'art et à l'enseignement des programmes philosophiques et des sciences sociales et humaines dans notre système d'enseignement;

5 – Cinquième levier la démocratie pour le portage du modèle de développement

- Consécration du lien entre les libertés démocratiques et la justice sociale en tant qu'éléments complémentaires pour le renforcement de la confiance des Marocains dans l'avenir de leur pays;
- Mettre en œuvre de manière résolue les principes et les dispositions constitutionnelles démocratiques et rompre avec l'hésitation dans leur application et la capacité à en assumer les charges;
- Engagement de tous les acteurs à mettre en œuvre la démocratie participative sans hésiter, rechigner ou reculer;
- Renforcement du rôle des acteurs politiques, valorisation des missions et des attributions des institutions élues tout en assurant un véritable équilibre des pouvoirs et en reconnaissant la capacité de tous ces intervenants dans la conduite du processus du changement;



حزب التقدم و الاشتراكية
ᄒᄒᄒᄒᄒᄒ ᄒᄒᄒᄒᄒᄒ ᄒ ᄒᄒᄒᄒᄒᄒ
Parti du Progrès et du Socialisme



- Assurer l'exercice des libertés individuelles et collectives dans un cadre d'appropriation créative de la dualité et de la dialectique des droits et devoirs et adoption du principe de l'égalité sous toutes ses formes et à tous les niveaux;
- Réhabilitation de l'action politique de par sa fonction d'encadrement et de direction, lancement d'une véritable réconciliation entre le citoyen et la chose politique tout en veillant à la crédibilité et à l'indépendance des partis politiques.